



INDEPENDENT EVALUATION GROUP

LES PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE APPRÉCIENT L'APPUI CONTINU DE LA BANQUE MONDIALE, mais pour avoir plus d'impact, la Banque doit opérer différemment, selon le Groupe indépendant d'évaluation

Washington, le 6 septembre 2007. Les activités menées par le Groupe de la Banque mondiale en faveur des pays à revenu intermédiaire au cours des dix dernières années ont contribué à stimuler la croissance et à faire reculer la pauvreté, mais elles doivent se traduire par des avancées plus concrètes sur le front de la réduction des inégalités, de la lutte contre la corruption et de la préservation de l'environnement. Une double recommandation se dégage clairement du nouveau rapport sur les résultats de développement dans ces pays publié aujourd'hui par le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) : la Banque doit continuer de se mobiliser en faveur du groupe important que constituent les pays à revenu intermédiaire, mais elle doit opérer différemment pour que son action ait plus d'impact.

Le rapport de l'IEG évalue l'efficacité des programmes conduits par la Banque mondiale entre 1995 et 2006, en s'appuyant sur des informations détaillées fournies par les pays à revenu intermédiaire eux-mêmes. Durant cette période, la Banque a fourni à ces pays 163 milliards de dollars de financements, soit près des deux tiers du total des ressources apportées aux pays en développement, ainsi que des services d'assistance technique et des conseils sur l'action à mener.

Ce rapport met en lumière la place toujours grandissante occupée par les pays à revenu intermédiaire dans l'économie mondiale. Collectivement, ces 86 pays, en particulier des poids lourds comme le Brésil, la Chine et la Russie, enregistrent un accroissement du revenu réel de 4 % par an en moyenne depuis le milieu des années 90, et ils contribuent maintenant pour un cinquième à la production mondiale. L'évolution de leur économie influe sur les perspectives des pays voisins à faible revenu, ainsi que sur les marchés financiers internationaux et sur les mouvements de capitaux et les échanges mondiaux.

D'autre part, les pays à revenu intermédiaire sont confrontés à de redoutables défis. Ils abritent plus du tiers des déshérités de la planète. Dans plus de la moitié de ces pays, les inégalités de revenu se creusent depuis dix ans. Les problèmes liés à l'environnement, notamment à l'aggravation de la pollution de l'air et de l'eau, sont tout aussi pressants. Près de 60 % de la superficie boisée de la planète se trouvent dans des pays à revenu intermédiaire, et on constate les ravages occasionnés par le déboisement au Brésil, en Indonésie, au Mexique et aux Philippines. En outre, les pays à revenu intermédiaire produisent actuellement 40 % du dioxyde de carbone émis par les combustibles fossiles à l'échelle mondiale.

Les pays à revenu intermédiaire sollicitent de plus en plus les marchés privés pour se procurer les services financiers dont ils ont besoin pour s'attaquer à ces problèmes. En outre, la Banque met à leur disposition une panoplie de produits de financement et de services de conseil sur l'action à mener et, depuis peu, des instruments d'amélioration de la qualité des créances et de gestion des risques.

« Bien que les pays à revenu intermédiaire aient vu s'ouvrir comme jamais auparavant leur accès aux capitaux privés, ils considèrent que les services à la fois financiers et de conseil que leur offre le Groupe de la Banque mondiale présentent une grande valeur, un label de qualité » explique Vinod Thomas, le directeur général de l'IEG.

Le rapport conclut que les activités de la Banque en faveur des pays à revenu intermédiaire ont souvent aidé ces derniers à atteindre leurs objectifs de croissance et de réduction de la pauvreté. Au cours des dix dernières années, près de 400 millions de personnes ont ainsi pu sortir de la pauvreté. Quatre cinquièmes des répondants à une enquête menée par l'IEG auprès de l'administration, du secteur privé et de la société civile de ces pays ont déclaré attacher une grande importance aux programmes et aux services de la Banque.

La Tunisie offre un bon exemple du dialogue mené par l'institution avec les pouvoirs publics pour soutenir les efforts visant à promouvoir une croissance équitable, lesquels se sont traduits par un accroissement des revenus dans les zones rurales éloignées. En Chine, les recherches conduites par la Banque sur la pauvreté en milieu rural ont aidé les autorités à réorienter leur stratégie dans ce domaine et, en Colombie, l'aide substantielle fournie par l'institution sous forme de prêts et de conseils a facilité le lancement d'un ambitieux programme de protection sociale qui a permis de faire reculer la pauvreté.

Un problème essentiel dont il est urgent de se préoccuper est celui de la montée des inégalités entre les populations et entre les régions. En Chine, en Turquie et en Russie, l'écart se creuse entre régions riches et régions pauvres. Malgré l'appui fourni par la Banque aux efforts de développement régional, les inégalités interrégionales continuent de poser un problème majeur aux gouvernements des pays concernés.

La lutte contre la corruption est un autre domaine dans lequel il convient de progresser davantage. Jusqu'ici, il ne semble pas que les efforts de l'institution aient véritablement permis d'avancer. Dans certains pays, l'action de la Banque a aidé à attirer l'attention sur ce problème, mais elle n'a pas encore eu pour effet d'en réduire concrètement l'ampleur. D'autres cependant commencent à montrer des signes de progrès depuis quelques années. En Ukraine, la Banque apporte une aide au suivi de la corruption, et en Turquie, elle s'emploie avec le gouvernement à mettre en place un processus plus transparent de passation des marchés.

La dégradation de l'environnement et le changement climatique constituent deux autres domaines de préoccupation majeurs dans lesquels l'action de la Banque et de ses partenaires doit avoir beaucoup plus d'impact. L'institution s'intéresse à ces questions, mais les projets entrepris au Paraguay, en Bolivie et au Venezuela ont été contrecarrés par une conception trop complexe, une coordination déficiente et une capacité institutionnelle insuffisante pour assurer une mise en œuvre efficace. Dans les pays à revenu intermédiaire de plus grande taille, comme le Mexique et l'Indonésie, les résultats ont été compromis par l'absence de participation des groupes concernés aux échelons local et national. La Banque et ses partenaires de développement pourraient obtenir de bien meilleurs résultats, en particulier veiller à ce que les projets en faveur de l'environnement dans les pays à revenu intermédiaire portent véritablement leurs fruits, et associer ces pays aux programmes mondiaux qui mènent un combat collectif contre les problèmes tels que le changement climatique.

« Face à des problèmes de portée mondiale comme ceux liés à l'environnement ou au changement climatique, la contribution des pays à revenu intermédiaire aux solutions à mettre en place d'urgence revêt une importance grandissante, » affirme Vinod Thomas. « Et comme le rôle de ces pays dans l'économie mondiale évolue rapidement, le Groupe de la Banque et ses partenaires doivent faire preuve de davantage de souplesse et d'innovation pour être efficaces. »

L'évaluation recommande que le Groupe de la Banque mondiale évolue sur quatre points fondamentaux. Tout d'abord, le Groupe doit apprendre à s'adapter plus rapidement à l'environnement en constante évolution des pays à revenu intermédiaire. Ensuite, l'institution doit s'appuyer de manière plus systématique sur les capacités des pays eux-mêmes et faire en sorte que leur savoir-faire serve non seulement à aider les pays à faible revenu, mais aussi à s'attaquer aux problèmes de portée mondiale. Pour que son impact déborde le cadre strictement financier, la Banque doit aussi intervenir dans ces pays en collaboration avec des partenaires pour encourager l'innovation et s'employer avec eux à montrer les meilleures pratiques qui peuvent être reproduites aux échelons national et mondial. Enfin, la Banque et la Société financière internationale, qui est l'institution du Groupe spécialisée dans le secteur

privé, doivent collaborer plus étroitement pour offrir aux clients un appui qui intègre des solutions relevant à la fois du secteur public et du secteur privé.

Se tournant vers l'avenir, la Banque a mis au point une nouvelle stratégie de collaboration avec les pays à revenu intermédiaire qui a été approuvée par les États actionnaires de l'institution aux dernières Assemblées annuelles. La stratégie proposée vise à améliorer l'offre de la Banque dans les cinq domaines suivants : services de stratégie et de coordination, services financiers, services de conseil, synergies au sein du Groupe de la Banque mondiale, et coopération internationale et partenariats.

« Certains observateurs se demandent si la Banque doit continuer à intervenir dans les pays à revenu intermédiaire, mais, ce faisant, ils feignent d'ignorer que l'institution a contribué à l'obtention de résultats positifs et que ces pays ont encore des défis à relever et des opportunités à saisir et qu'ils se félicitent de l'aide que la Banque peut leur apporter à cet égard, » indique Thomas O'Brien, l'auteur du rapport. « Si la Banque apprend à s'adapter rapidement et en permanence, elle peut gagner sur deux tableaux : en contribuant à répondre aux besoins de développement des pays à revenu intermédiaire, et en tirant parti de ces ressources et des enseignements tirés pour avoir aussi une action plus efficace dans les pays à faible revenu. »

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter Melanie Zipperer par téléphone (1-202-468-9841) ou courriel (mzipperer@worldbank.org).

Pour lire la réponse de la direction de la Banque mondiale, rendez-vous sur le site <http://www.worldbank.org/ieg/mic/managementresponse>

Pour télécharger le texte du rapport ou en commander des exemplaires, consultez le site <http://www.worldbank.org/ieg/mic>